

## **Vous désirez en savoir plus ?**

Le rôle des technologies de l'information et de la communication (TIC) face aux défis de développement qui se posent dans le monde est également le sujet d'un livre qui sera prochainement publié par le Global Knowledge Partnership. Il proposera des analyses approfondies d'experts de renom et un plaidoyer convaincant en faveur de l'intégration des TIC dans les stratégies de développements locales, nationales et mondiales.

Ce livre sera disponible en novembre 2005 auprès du GKP.

Informations complémentaires et commandes sur : **[www.globalknowledge.org](http://www.globalknowledge.org)**

### **Global Knowledge Partnership (GKP) Secretariat**

Level 23, Tower 2, MNI Twins

11, Jalan Pinang

50450 Kuala Lumpur

Tél. : +603-2162 3000

Fax : +603-2162 2823

[gkp@gkps.org.my](mailto:gkp@gkps.org.my)

**[www.globalknowledge.org](http://www.globalknowledge.org)**

Le GKP est le principal réseau international multi-acteurs dédié à la maîtrise du potentiel des technologies de l'information et de la communication (TIC) au service du développement durable et équitable.



# MAKING THE DIFFERENCE

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE  
LA COMMUNICATION, VECTEURS ESSENTIELS  
D'UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ÉQUITABLE





## ÉDITORIAL : ÉTABLIR DES PARTENARIATS POUR L'AVENIR

La révolution de l'information représente une chance formidable pour le développement, comme en témoigne la convergence croissante de grandes initiatives de développement telles que le Sommet mondial pour la société de l'information (SMSI) et le Projet du Millénaire de l'ONU. Celles-ci reconnaissent que les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent jouer un rôle-clé dans le développement durable et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

La présente brochure vise à montrer dans quelle mesure les TIC peuvent faire la différence sur certains enjeux majeurs. Elle postule qu'il s'agit d'une plate-forme globale et non d'un simple instrument permettant de réaliser des objectifs de développement individuels. La force des TIC peut être au mieux mise à profit par la participation et la coopération de tous les acteurs et pans de la société – le gouvernement, la société civile et le secteur privé. Seule la combinaison de leurs compétences et ressources particulières est à même de garantir le déploiement massif de services innovants basés sur les TIC et l'augmentation d'échelle des interventions de développement qui sont nécessaires pour produire un impact de développement sur la durée.

Depuis sa fondation en 1997, le Global Knowledge Partnership (GKP) s'est imposé comme le principal réseau international dans le domaine des « TIC au service du développement » (en anglais : ICT4D). Avec quelque 90 membres issus d'une quarantaine de pays, il se consacre à la mise en place de partenariats intersectoriels et au partage du savoir entre tous les acteurs afin de favoriser une utilisation efficace et innovante des TIC dans le domaine du développement.

Dans le cadre de sa stratégie, le GKP supervise en permanence des activités multi-acteurs aux niveaux local, régional et international. En plus de sensibiliser les décideurs à l'énorme potentiel de l'ICT4D – le GKP organise des événements tels que la plate-forme ICT4D au SMIS de Genève, les conférences Global Knowledge et les forums internationaux GKP, qui sont pour ses membres et partenaires autant de lieux de rencontres et d'échanges pour mettre en place des programmes de collaboration et se tenir au fait des grandes tendances et innovations.

**Rinalia Abdul Rahim**

Directrice exécutive, Global Knowledge Partnership (GKP)

# RÉPONDRE AUX DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT MONDIAL

Les initiatives de développement mondial tendent de plus en plus à converger. Il existe déjà une forte corrélation entre la quête d'une société de l'information inclusive et équitable et les efforts effectués pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Dans ces deux processus, les technologies de l'information et de la communication (TIC) jouent un rôle-clé dans le développement durable et la réduction de la pauvreté.

L'année 2005 offre une occasion historique de consolider et de renforcer un peu plus ces liens et ces synergies. Le Sommet du Millénaire + 5 (M+5) qui s'est tenu à New York en septembre et la deuxième phase du Sommet mondial pour la société de l'information (SMSI), qui aura lieu à Tunis en novembre, sont des tribunes idéales pour mobiliser volonté et action politiques autour d'une appréhension commune de la nature et de l'ampleur des défis à relever et des chances à saisir.

Quelques éléments d'approche commune sont déjà en place. Ainsi, la discussion autour des TIC s'est éloignée des questions principalement techniques pour se recentrer sur les dimensions humaines et les enjeux de développement propres à ces technologies. La définition des TIC s'est de fait élargie : elle inclut non seulement des technologies numériques, telles que l'informatique et Internet, mais aussi des technologies plus traditionnelles, telles que le téléphone, la radio et la télévision. Parallèlement, les acteurs impliqués s'accordent de plus en plus à ne pas considérer les TIC uniquement sous l'angle de leur potentiel économique, mais à les envisager plutôt comme un outil capable de faire émerger au niveau mondial une société de l'information équitable

et d'atteindre des objectifs de développement généraux ou particuliers.

## Facteurs stratégiques du développement

Comme nous le verrons dans les pages suivantes, les TIC, de par leur puissance générique et transformatrice, peuvent faire la différence dans toute une série de domaines cruciaux. Qui plus est, elles concourent à la réalisation d'objectifs de développement dans des secteurs spécifiques tels que la santé ou l'éducation. Les TIC peuvent notamment aider à relever les défis suivants :

— **Réduction de la pauvreté :** Les TIC peuvent significativement contribuer à faire reculer la pauvreté en facilitant une diffusion efficace, modulable, abordable et étendue des biens, des services et des flux d'information entre les peuples, les gouvernements et les sociétés, mais aussi en favorisant l'autonomisation et la sécurité et en étendant le champ des possibilités.

— **Augmentation d'échelle :** Les TIC peuvent faciliter l'augmentation d'échelle des investissements et initiatives de développement, aussi bien en termes de planification, de réalisation et de suivi d'un grand nombre d'interventions que d'accès aux services essentiels.

— **Participation de la société civile :** Les TIC peuvent faciliter l'insertion stratégique dans le débat public et la formulation des politiques de tout un ensemble d'acteurs – mouvements sociaux et entrepreneurs locaux, organisations de la société civile et chercheurs, responsables publics, analystes de la vie politique et journalistes, étudiants et enseignants.



— **Bonne gouvernance** : Les TIC peuvent aider à concrétiser des principes fondamentaux d'une saine gestion des affaires publiques en améliorant l'efficacité, la transparence, la participation et l'obligation de rendre des comptes.

— **Harmonisation** : Les TIC peuvent contribuer à accroître l'efficacité de l'aide en facilitant la coordination des différents acteurs et en favorisant le partage de l'information et du savoir.

### **Intégration des TIC dans les stratégies de développement globales**

Pour favoriser la réalisation des objectifs de développement, les TIC doivent être employées lorsqu'elles s'avèrent pertinentes, appropriées et efficaces. Mais leur potentiel bénéfique ne croît pas automatiquement.

Il est nécessaire que les TIC soient fermement alignées sur de vastes stratégies de développement et de réduction de la pauvreté et de s'y ancrer. Toute réflexion sur le rôle des TIC ne doit pas prendre pour point de départ la manière d'accroître l'accès à celles-ci, mais la façon dont elles concourent à la réduction de la pauvreté et au développement durable. Leurs succès devront donc être mesurés au vu des résultats obtenus en termes de développement, et non à l'aune des services d'information et de communication offerts. Bien qu'un grand pas ait été fait grâce à l'intégration des TIC dans le discours dominant sur le développement, il reste encore beaucoup à faire. A l'échelon national notamment (le niveau qui détient et pilote les processus de développement et de réduction de la pauvreté), les TIC sont

toujours sous-estimées et sous-utilisées en tant que composante stratégique.

La sensibilisation demeure donc une priorité immédiate. Tout comme la réunion de nouvelles expériences et preuves aidant à mieux comprendre et prédire l'impact des TIC vis-à-vis des processus de développement.

« Nous (...) proclamons notre volonté et notre détermination communes d'édifier une société de l'information à dimension humaine, inclusive et privilégiant le développement, une société de l'information, dans laquelle chacun ait la possibilité de créer, d'obtenir, d'utiliser et de partager l'information et le savoir et dans laquelle les individus, les communautés et les peuples puissent ainsi mettre en œuvre toutes leurs potentialités en favorisant leur développement durable et en améliorant leur qualité de vie (...). »

*Sommet mondial pour la société de l'information (SMSI), Déclaration de principes, Genève 2003*

Enfin, il importe par-dessus tout de faire émerger une vision commune de l'utilisation des TIC au service du développement et de parvenir à un consensus sur les approches, les structures de gestion publique et les mécanismes de mise en œuvre. Seule la réunion de tous les acteurs – gouvernements des pays développés et en voie de développement, secteur privé, société civile et organisations internationales – dans un vaste réseau mondial peut permettre aux TIC de libérer au mieux tout leur potentiel au service du développement.



ENJEU STRATÉGIQUE : RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

« L'extrême pauvreté, les inégalités croissantes entre les pays, mais aussi à l'intérieur même des pays, sont les principaux défis de notre époque, notamment parce qu'ils constituent un terreau fertile aux instabilités et conflits. »

**1,1 milliard** d'êtres humains vivent dans une situation d'extrême pauvreté sur notre planète. Principal défi auquel la communauté internationale doit aujourd'hui faire face, la réduction de la pauvreté est ainsi une condition préalable à un développement durable et un garde-fou pour la paix et la sécurité.



## FAIRE RECULER LA PAUVRETÉ AVEC LES TIC

**Les TIC peuvent faire la différence dans la réduction de la pauvreté et la réalisation des OMD. Les projets menés autour de la planète démontrent tout le potentiel de ces technologies en matière d'autonomisation, de sécurité et d'extension du champ des possibles. Toutefois, pour influencer de manière significative sur les niveaux de pauvreté, les TIC doivent être solidement ancrées dans des stratégies de développement vastes et soutenues par la demande.**

— **Un environnement favorable :** Les TIC peuvent aider à promouvoir la croissance économique, à faire émerger des opportunités sociales et économiques, à rendre les institutions et les marchés plus efficaces et plus réactifs. La pleine réalisation de ce potentiel suppose néanmoins un environnement favorable, incluant la liberté d'expression, la libre circulation de l'information, la concurrence dans la fourniture des infrastructures des TIC, la création de contenus locaux et l'utilisation de solutions logicielles et matérielles peu coûteuses. Parallèlement, des mesures politiques en direction des pauvres sont essentielles si l'on veut éviter un élargissement des fractures déjà existantes entre les riches et les pauvres ou entre les populations urbaines et rurales.

— **Priorité à la réduction de la pauvreté :** Les TIC doivent être incluses dans des stratégies de réduction de la pauvreté et de développement. Elles facilitent la

participation des pauvres dans le processus de formulation des politiques. En replaçant les TIC au cœur des stratégies nationales et sectorielles, il est possible de générer des synergies et une extensibilité entre secteurs, tant au niveau local que national.

— **Des technologies adaptées au local :**

La rapidité des progrès technologiques s'est accompagnée d'une baisse spectaculaire des coûts qui a permis d'étendre l'accès aux TIC. Mais pour pouvoir être utiles aux plus démunis et faire reculer la pauvreté, les options et applications technologiques doivent être replacées dans leur contexte et prendre en compte les flux de communication établis. Ainsi, la combinaison de techniques de communication traditionnelles (radio et télévision) avec l'ordinateur et Internet se révèle souvent judicieuse pour répondre aux besoins spécifiques locaux.

« Même si l'accès aux TIC n'est manifestement pas le problème le plus important face aux besoins urgents et fondamentaux que rencontrent les pauvres pour se nourrir et se loger, ces technologies peuvent à la fois être considérées comme un accélérateur et un élément moteur du progrès tout comme un résultat du développement humain lui-même. »

*Innovation and Investment: Information and Communication Technologies and the Millennium Development Goals – Report Prepared for the United Nations ICT Task Force in Support of the Science, Technology & Innovation Task Force of the United Nations Millennium Project (2005) [traduction libre]*



**« Le besoin d'augmentation d'échelle découle de l'impact limité des projets pilotes, ou « îlots d'excellence », sur une mer faite d'inertie – projets modestes exécutés au niveau local ou au niveau du district sans effet mesurable sur les indicateurs nationaux. »**

Dans son rapport « Investir dans le développement – plan pratique pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement » (2005), le Projet Objectifs du Millénaire avance une augmentation d'échelle significative des investissements, initiatives et interventions de développement comme condition préalable à la réalisation des OMD. Sa mise en œuvre dans le cadre d'une vaste stratégie de réduction de la pauvreté doit relever deux grands défis. Le premier tient à l'ampleur même des interventions à mener simultanément. Le deuxième tient à la nécessité de mettre toute une série de services essentiels à la portée de la quasi-totalité ou de la totalité de la population – de façon rapide, équitable et durable.

## AUGMENTER L'ÉCHELLE DES INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT

**Même si la nécessité d'augmenter l'échelle des interventions et initiatives de développement est très largement acceptée, le rôle des TIC dans ce domaine n'a pas encore été pleinement perçu par les acteurs du développement. Or, vu les limites des ressources financières, des flux d'aide, des investissements directs à l'étranger, des marchés des capitaux nationaux et des réserves de main-d'œuvre qualifiée, il est urgent de faire un usage innovant des TIC.**

— **L'enjeu de gestion :** L'augmentation d'échelle constitue un défi de gestion majeur pour de nombreux pays en voie de développement. Les TIC peuvent jouer un rôle important pour gérer efficacement les tâches complexes de planification, de réalisation et de suivi des diverses activités. Elles peuvent notamment faciliter la communication et la coordination entre tous les partenaires et acteurs impliqués. Leur potentiel en matière de partage et de mise en réseau dynamique du savoir mais aussi d'économies d'échelle peut être enfin mis à profit pour démultiplier et étendre l'impact des approches et des projets pilotes concluants.

— **Les TIC comme infrastructures de base :** Les TIC font partie d'un ensemble de grands investissements d'infrastructures physiques et sociales qui sont nécessaires non seulement pour permettre la fourniture de divers types de services, tel l'accès à l'information gouvernementale et aux services publics, mais aussi pour attirer l'investissement privé et faciliter des activités dans divers secteurs de l'économie. Ainsi, les investissements dans les TIC peuvent aider à pallier le manque d'infrastructures,

notamment dans le domaine des transports. De plus en plus, les TIC donnent aussi les moyens aux producteurs de coordonner les activités, de saisir des opportunités aux niveaux national et mondial, et de résister à la concurrence sur leur marché intérieur. Même dans le cas du « secteur informel », d'où la plupart des pauvres du monde entier et un large pourcentage des femmes tirent leurs moyens de subsistance, les TIC peuvent aider à renforcer les stratégies pour générer des revenus et faire face à l'adversité.

— **Une fourniture économique des services publics et privés :** Les TIC peuvent faciliter une augmentation d'échelle en permettant une approche jointe / intégrée dans la prestation de services. Les populations rurales, qui sont typiquement mal desservies en infrastructures et services, souffrent à maints égards d'un accès déclinant à ces facilités depuis quelques années. Les TIC permettent aux populations, à la fois urbaines et rurales, de profiter plus activement des avantages des services publics et privés.

« L'investissement consacré à l'infrastructure de base, au capital humain et à une bonne gestion des affaires publiques (...) permet donc de réaliser plusieurs choses à la fois : • la reconversion de l'agriculture de subsistance en agriculture commerciale • l'établissement d'une base indispensable à la diversification des exportations et à la croissance économique • la participation à la répartition mondiale du travail de façon productive • la réalisation des conditions du progrès technologique et, ultérieurement, d'une économie entraînée par l'innovation. »

*« Investir dans le développement – plan pratique pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement » (2005)*

**« La réalisation des objectifs de développement nécessite l'appropriation et le déploiement de stratégies au niveau local, et donc l'entière participation de tous les intéressés (organisations de la société civile, secteur privé et autres acteurs-clés). Sans leur plein engagement, ces objectifs ne peuvent aboutir. »**

**Les problèmes** que pose le développement sont complexes et ne peuvent être réglés par une panacée. Mais il existe un dénominateur commun qui enrichit invariablement les processus de développement et contribue à leur durabilité : la participation – au niveau de la formulation, de la mise en œuvre et du contrôle des politiques.





## FAVORISER LA PARTICIPATION DES ACTEURS NON-ÉTATIQUES

**Un paradigme dans lequel la formulation et la mise en œuvre des politiques sont influencées par les opinions et les voix des communautés et des citoyens concernés est nécessaire. Employées de manière créative et méthodique, les TIC peuvent faciliter la participation stratégique de tout un ensemble d'acteurs – mouvements sociaux et entrepreneurs locaux, organisations de la société civile et chercheurs, responsables publics, analystes de la vie politique et journalistes, étudiants et enseignants.**

Les TIC peuvent être employées pour favoriser la participation d'acteurs non-étatiques dans des processus de développement supervisés par l'Etat de trois manières :

— **Intégration des TIC dans la planification et la formulation des politiques de développement :** Les acteurs étatiques et non-étatiques peuvent accompagner la formulation des politiques grâce au partage du savoir assuré par les TIC. Ces dernières peuvent garantir un processus décisionnel transparent et inclusif, en encourageant les prises de position et en mettant en jeu une combinaison de technologies de communication à la fois traditionnelles et modernes pour éclairer la finalité et l'avancement des processus politiques. Les TIC peuvent également faciliter la gestion des communications et des données parmi les personnes les plus actives dans l'élaboration de politiques.

— **Les TIC au stade de la mise en œuvre :** Les TIC nouvelles et traditionnelles (radio, sites Internet interactifs, bases de données,

etc.) peuvent rendre plus accessibles les documents et objectifs de politiques. Tenus informés des différentes étapes de la mise en œuvre des politiques, les médias, les citoyens, les communautés et les organisations peuvent jouer un rôle de contrôle. Ils peuvent même s'impliquer activement, par exemple au travers de processus d'appels d'offres et d'achats transparents.

— **Echange de vues, dialogue et débat :**

Les processus n'offrant aucune occasion d'exprimer des divergences ne sont pas réellement participatifs. Les TIC sont un outil qui peut être employé par les médias et par les défenseurs d'une cause pour faire contrepoids à l'Etat ou à tout autre acteur non-étatique impliqué dans des processus de développement.

Toutefois, le simple fait de mettre l'information en ligne n'est pas un gage d'accessibilité et de participation. Les moyens de participation doivent prendre en compte le contexte dans lequel évoluent les personnes censées réagir. En définitive, l'ampleur de la participation permise par l'intégration des TIC repose sur la volonté politique des acteurs étatiques qui supervisent et mettent en œuvre les processus de développement. Or, cette ouverture, ce débat libre et vivant avec les acteurs non-étatiques et les médias peuvent contribuer à responsabiliser les décideurs et ainsi permettre de matérialiser la volonté politique et la participation publique sans lesquelles le développement durable n'est pas concevable.



ENJEU STRATÉGIQUE : **BONNE GOUVERNANCE**

**« Une bonne gouvernance est indispensable pour créer une société de l'information ouverte à tous et susciter une augmentation d'échelle des stratégies d'investissement propice à la réalisation des objectifs de développement mondiaux. »**

**Le respect** des lois, la promotion des droits de la personne humaine – notamment les libertés civiles et la liberté politique – et la garantie d'un accès équitable aux services publics sont autant de signes distinctifs d'une bonne gouvernance. Cette dernière existe lorsque les liens réciproques et la répartition des rôles entre l'Etat, la société civile et le secteur privé sont fondés sur quelques grands principes : la participation, la transparence, la non-discrimination, l'efficacité et la crédibilité qui se dégagent des affaires publiques.





## RENFORCER L'EFFICACITÉ, LA TRANSPARENCE ET LA PARTICIPATION

**Une « bonne » gouvernance ne relève pas tant de l'application des TIC que de la disposition et de la capacité des processus de gestion des affaires publiques et des mécanismes gouvernementaux à produire du « bien public ». Mais si cette disposition et cette capacité sont bien présentes, les TIC peuvent alors devenir un instrument puissant. A certains égards, les TIC constituent une occasion unique de transformer les approches traditionnelles de gouvernance et de gouvernement.**

— **Qualité et efficacité :** Les TIC peuvent révolutionner la manière dont l'information est gérée, transmise et distribuée au sein des gouvernements et dans les relations entre le gouvernement et le public. Cela peut se traduire par une plus grande disponibilité de l'information, une réactivité accrue de l'administration publique, une meilleure qualité et plus grande accessibilité des services publics. Bien souvent, les TIC permettent aux gouvernements de maximiser les effets de l'action publique.

— **Participation :** Placés dans un contexte de règles appropriées, les instruments et applications des TIC peuvent réussir à résorber le déficit de ressources délibérantes dont souffrent les citoyens dans le monde. Ils peuvent faciliter les processus consultatifs et participatifs à tous les niveaux de gouvernement.

— **Transparence :** La capacité des TIC à faire reculer la corruption a été attestée dans la pratique. Mais la transparence qu'elles génèrent ne peut à elle seule constituer une

mesure anti-corruption, car elle requiert un contexte favorable : une culture qui ne tolère ni ne légitime la corruption, une société civile et des institutions démocratiques solides, une démocratie multipartite, la liberté de la presse et la protection légale de ceux qui osent dénoncer les abus.

— **Création de savoir :** Dans tout espace partagé de production du savoir – donc à l'intérieur des différents cercles l'administration publique – les TIC peuvent accoler l'adjectif « collective » à la création ou à l'utilisation du savoir. Cela suppose de développer les TIC et d'insérer la création de savoir dans la résolution de problèmes publics. Cela implique aussi d'accepter que la création de savoir a sa propre dynamique et que tous les employés sont des êtres créatifs et des réceptacles de savoir tacite et explicite.

— **Mise en réseau :** La transformation de hiérarchies publiques en réseaux publics est un domaine encore peu exploré même si celle-ci pourrait constituer la plus importante application des TIC qu'une administration puisse réaliser. Elle pourrait avoir un effet radical sur l'émancipation des peuples et infléchir les modes de contrôle du pouvoir et des ressources. Si l'utilisation de TIC modernes peut à la fois démanteler et construire, son impact le plus profond pourrait être de remodeler la société humaine et de permettre à tous – peuples, gouvernements et milieux des affaires – d'opérer en réseaux.



ENJEU STRATÉGIQUE : **HARMONISATION**

**« Actuellement, tous les contributeurs à l'APD combinés financent plus de 60 000 projets d'aide au développement par an, entretiennent plus de 1000 missions chargées d'assurer le suivi et de présenter 2400 rapports trimestriels. »**

**Le renforcement de l'efficacité de l'aide est l'un des défis majeurs de la coopération internationale au développement. La mise en adéquation des programmes des donateurs avec les besoins des pays bénéficiaires, mais aussi la simplification des procédures et le renforcement de la transparence et de l'obligation de rendre des comptes sont autant de contributions essentielles aux OMD et à la priorité des priorités : la réduction de la pauvreté. Initiée par la Déclaration de Rome en 2003 et significativement prolongée par la Déclaration de Paris en 2005, l'harmonisation de l'aide s'est accentuée pour gagner en efficacité.**



## ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DE L'AIDE PAR LE PARTAGE DE L'INFORMATION ET DU SAVOIR

**Le partage de l'information et la communication entre les différents acteurs sont cruciaux pour harmoniser l'aide au développement. Certes, les TIC ne peuvent ni ne doivent se substituer aux débats, aux rapports, aux rencontres directes et aux contacts personnels. Mais elles constituent des instruments essentiels pour faciliter et soutenir les processus d'information et de communication, et les transformer.**

— **Information et gestion du savoir :** Le courrier électronique et Internet sont les principaux outils de communication actuellement utilisés par les organisations de développement. Ils permettent une circulation de l'information plus rapide, plus efficace et plus ouverte entre les acteurs et facilitent la mise en harmonie de leurs activités. Ils fournissent aussi les bases technologiques pour des stratégies de gestion du savoir transcendant les frontières institutionnelles.

— **Transparence et obligation de rendre des comptes :** Les TIC sont essentielles pour renforcer la transparence à tous les niveaux du système de développement. L'information sur des aspects tels que les stratégies, les politiques, les programmes, les principes de financement, la répartition des fonds ou le suivi et l'évaluation peut être aisément rendue accessible aux partenaires et au grand public. De tels systèmes de contrôle réciproque aident aussi à renforcer le soutien du public au sein des pays donateurs et bénéficiaires.

— **Appropriation :** Les TIC peuvent jouer un rôle fondamental dans l'appropriation des processus de développement. En encourageant et en facilitant la participation de la société civile et du secteur privé dans la défini-

ition des politiques et stratégies de développement, les TIC peuvent aider les pays en voie de développement à faire émerger un large consensus et à prendre leur destin en main.

— **Suivi des résultats :** Les TIC sont primordiales dans ce domaine, car cela signifie que la prise de décision, la gestion des ressources et la programmation au niveau national sont en phase avec les résultats escomptés et que l'information pertinente est intégralement exploitée. Cela signifie aussi que les pays en voie de développement consolident les liens entre les stratégies de développement nationales et les processus budgétaires annuels et pluriannuels. Les TIC fournissent aux décideurs les outils nécessaires à ce type de gestion. Plus spécifiquement, les TIC peuvent contribuer à établir des cadres de rapport et d'évaluation axés sur les résultats, permettant de suivre l'état de réalisation de certains grands indicateurs des stratégies nationales.

« Nous sommes conscients de la contribution potentielle des outils modernes d'information et de la communication pour promouvoir et faciliter l'harmonisation. Des exemples existent déjà à travers l'utilisation des équipements de conférence audio et vidéo dans le travail effectué par les services sur l'harmonisation, le Portail du développement, le portail consacré aux analyses effectuées au niveau national et dans les travaux antérieurs sur la cyberadministration, la passation des marchés et la gestion financière en ligne. Nous sommes résolus à intensifier nos efforts pour tirer parti de ces technologies. »

*Déclaration de Rome sur l'harmonisation  
25 février 2003*

## GLOBAL KNOWLEDGE PARTNERSHIP (GKP)

**Le GKP est le principal réseau international multi-acteurs dédié à la maîtrise du potentiel des technologies de l'information et de la communication (TIC) au service du développement durable et équitable. Qu'ils soient hommes de terrain ou qu'ils président à l'élaboration de politiques, les membres et partenaires du GKP sont des innovateurs dans l'utilisation pratique des TIC au service du développement.**

Par le biais du GKP, les gouvernements, les organisations de la société civile et du secteur privé partagent leurs expériences, leurs idées, leurs problèmes et solutions afin de libérer le potentiel des TIC au service de l'amélioration de la vie, de la lutte contre la pauvreté et de l'autonomisation de l'individu. Favorisant les échanges et apprentissages constructifs, le GKP entend être un tremplin pour la constitution de partenariats multi-acteurs (PMA), susceptibles d'apporter des solutions novatrices et pratiques aux problèmes de développement et de créer des opportunités pour démultiplier les initiatives autour des TIC et diffuser leurs apports. Par leur coopération, les membres du GKP accroissent leur influence et leur visibilité en tant qu'organisation.

### Le GKP a pour principales activités :

- la convocation de réunions de partage du savoir avec des solutions et des produits novateurs ;
- la négociation de partenariats multi-acteurs permettant le partage du savoir et l'accroissement de l'efficacité des TIC au profit des initiatives de développement ;
- la promotion de l'innovation dans l'utilisation et l'appropriation des TIC au service des initiatives de développement et du partage du savoir ;
- la facilitation de la mobilisation d'investissements dans les TIC au service du développement aux niveaux local, national et mondial ;
- l'orientation des politiques et du cadre réglementaire ainsi que la sensibilisation de l'opinion publique.

Fondé en 1997, le réseau GKP connaît une croissance continue et compte actuellement quelque 90 membres issus d'une quarantaine de pays, représentant tous les continents. Il est régi par un Comité exécutif et assisté par un secrétariat établi à Kuala Lumpur (Malaisie).



# LES MEMBRES DU GKP (septembre 2005)

## ORGANISATIONS INTERNATIONALES

- Association for Progressive Communication (APC)
- British Council
- Commonwealth of Learning (COL)
- Commonwealth Secretariat
- Commission européenne (EC), Belgique
- Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- International Federation of Library Association & Institutions (IFLA)
- International Fund for Agricultural Development (IFAD)
- Union internationale des télécommunications (UIT)
- OneWorld International
- Orbicom
- Programme pour le développement (UNDP)
- Commission économique pour l'Afrique (CEA)
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science, la culture et la communication (UNESCO)
- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
- Banque mondiale

## AFRIQUE

- African Centre for Women, Information and Communications Technology (ACWICT), Kenya
- Fantsuam Foundation, Nigéria
- National Productivity and Competitiveness Council (NPCC), Mauritanie
- PROTEGE QV, Cameroun
- SchoolNet Africa, Afrique du Sud
- Slums Information Development and Resource Centers (SIDAREC), Kenya
- Youth for Technology Foundation (YTF), Nigéria

## ASIE

- Bangladesh Friendship Education Society (BFES), Bangladesh
- Cebu Distance Learning Institute (CDLI), Philippines
- Centre for Science, Development and Media Studies (CSDMS), Inde
- Datamation Foundation, Inde
- Development Alternatives (DA), Inde
- Development through Access to Network Resources (D.Net), Bangladesh
- Digital Divide Data (DDD), Cambodge
- ECOTA Fair Trade Forum (EFTF), Bangladesh

- High Level Commission for Information Technology, Népal
- Information and Communication Technology Agency of Sri Lanka (ICTA), Sri Lanka
- M.S. Swaminathan Research Foundation (MSSRF), Inde
- MailStation Net, Philippines
- MIMOS Berhad, Malaisie
- MITRA Technology Foundation, Inde
- NatureSoft Private Limited, Inde
- OrphanIT, Philippines
- Propoor Infotech Centre, Inde
- PROSHIKA, Bangladesh
- Sarvodaya Shramadana Movement, Sri Lanka
- Self Employed Women's Association (SEWA), Inde
- Small & Medium Enterprise Development Authority (SMEDA), Pakistan
- Thai RuralNet (TRN), Thaïlande
- TVE Asia Pacific (TVE), Sri Lanka
- Young Asia Television (YATV), Sri Lanka

## EUROPE

- Commonwealth Network of Information Technology for Development (COMNET-IT), Malte
- Department for International Development (DFID), Royaume-Uni
- Department of Communications, Marine & Natural Resources, Irlande
- DiploFoundation, Malte
- Earth Council Geneva, Suisse
- Information Society of Ukraine (ISU), Ukraine
- Institute of the Information Society, Russie (IIS.RU), Fédération russe
- Institut International pour la Communication et le Développement (IICD), Pays-Bas
- ITDG, Royaume-Uni
- Panos Institute (Panos), Royaume-Uni
- Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi), Suède
- Direction du développement et de la coopération (DDC), Suisse

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

- Ecole Supérieure de Management et des Technologies de l'Information (DIDACTICA), Algérie
- Ministry of Communications and Information Technology (MCIT), Egypte

- Regional Information Technology and Software Engineering Center (RITSEC), Egypte
- Science and Arts Foundation (SAF), République islamique d'Iran

## AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

- Centro Internacional de Agricultura Tropical (CIAT), Colombie
- Escuela Superior Politécnica del Litoral (ESPOL), Equateur
- Fundación Acceso, Costa Rica
- Fundación ChasquiNet, Equateur
- Fundación Cisneros, Venezuela
- Fundación Omar Dengo (FOD), Costa Rica
- Fundación Redes y Desarrollo, République dominicaine
- Third World Institute (TWI), Uruguay

## AMÉRIQUE DU NORD

- Bellanet, Canada
- Agence canadienne de développement international (ACDI), Canada
- CompuMentor, Etats-Unis d'Amérique
- Global Development Network (GDN), Etats-Unis d'Amérique
- Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Canada
- Institut international du développement durable (IISD), Canada
- Microsoft Corporation, Etats-Unis d'Amérique
- TakingITGlobal (TIG), Canada
- World Association of Community Radio Broadcasters (AMARC), Canada

## Océanie

- 2020 National Communications Trust, Nouvelle-Zélande
- Computer Services Limited (CSL), Samoa
- The Foundation for Development Cooperation (FDC), Australie
- ITC Services – Government of Fiji, Iles Fidji
- National ICT Committee of Samoa, Samoa
- Rural Development Volunteers Association (RDVA), Iles Salomon
- Secretariat of the Pacific Community (SPC), Iles Fidji



« Making the difference – Les technologies de l'information et de la communication, vecteurs essentiels d'un développement durable et équitable »

Brochure publiée par le Global Knowledge Partnership (GKP) – © 2005

Cette publication peut être obtenue auprès de :  
Global Knowledge Partnership (GKP) Secretariat  
Level 23, Tower 2, MNI Twins  
11, Jalan Pinang  
50450 Kuala Lumpur  
Tél. : +603-2162 3000  
Fax : +603-2162 2823  
[gkp@gkps.org.my](mailto:gkp@gkps.org.my)

[www.globalknowledge.org](http://www.globalknowledge.org)

Contributions: Daniele Waldburger, Waldburger Consulting ;  
Gabriele Siegenthaler Muinde, Global Knowledge Partnership (GKP);  
Ingrid S. Hagen, CrossingPoint Consulting ;  
Anriette Esterhuysen, Association for Progressive Communications (APC);  
Geraldine Zeuner, Direction du développement de la coopération (DDC);  
Dr. Jerzy Szeremeta, Nations Unies, Département des affaires économiques  
et sociales

Conception, maquette et mise en page: Waldburger Consulting,  
Meier Media Design, Suisse  
Imprimé par ChapterOne Integrated Sdn Bhd, Malaisie  
Crédits photographiques: Getty Images

Imprimé sur du papier recyclé écologique Cartridge Soft White

